

RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2017 B 01338

Numéro SIREN : 302 475 041

Nom ou dénomination : PSA Retail France SAS

Ce dépôt a été enregistré le 08/07/2021 sous le numéro de dépôt 19559



61 rue Henri Regnault 92075 Paris La Défense

## **PSA Retail France SAS**

# **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31/12/2020

## **PSA Retail France SAS**

Société par actions simplifiée  
RCS 302 475 041 VERSAILLES

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31/12/2020

A l'assemblée générale de la société PSA Retail France SAS,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société PSA Retail France SAS relatifs à l'exercice clos le 31/12/2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2020 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

La déclaration de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du code de commerce a été établie volontairement sur une base consolidée, vérifiée par un organisme tiers et publiée à l'initiative de Stellantis N.V. pour le compte du groupe PSA suite à la fusion intervenue le 16 janvier 2021 entre Peugeot S.A. et Fiat Chrysler Automobile N.V.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Courbevoie, le 16 juin 2021

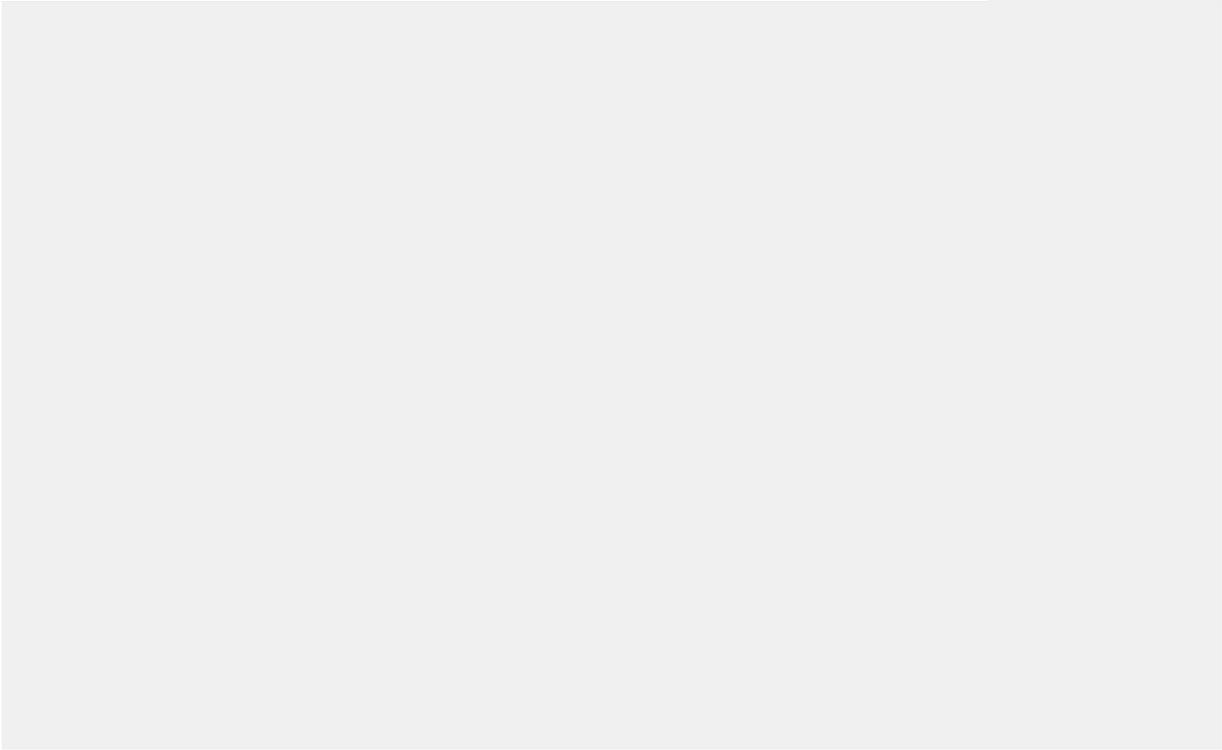
Les Commissaires aux comptes

<b>Mazars</b>	
	
<b>Charles Desvernois</b>	<b>Julien Huvé</b>

# **PSA RETAIL France**

**2/10 Boulevard De l'Europe  
Immeuble Pole tertiaire 1  
78300 POISSY**

*Comptes au 31/12/2020*



## - SOMMAIRE -

### Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

### Annexes

Introduction	8
Faits caractéristiques de l'exercice	9
Règles et méthodes comptables	11
Informations complémentaires	17

### Informations bilan et résultat

Immobilisations	20
Amortissements	21
Provisions et dépréciations	22
Créances et dettes	23
Eléments du fonds commercial	24
Mali Technique	25
Eléments relevant de plusieurs postes de bilan	26
Différences d'évaluation sur éléments fongibles et l'actif circulant	27
Produits à recevoir 2020	28
Charges à payer 2020	30
Charges et produits constatés d'avance	32
Composition du capital social	33
Variation des capitaux propres	34
Transfert de charges	35
Charges et produits exceptionnels	36
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	37
Ventilation du chiffre d'affaires (en K€)	38

### Engagements financiers et autres informations

Engagements de crédit-bail	40
Engagements financiers donnés et reçus	41
Situation fiscale différée et latente	42
Effectif moyen	43
Filiales et participations	44

# Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement	32 985	32 985		
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	3 293 808	3 261 825	31 983	7 357
Fonds commercial	25 915 343	7 352 973	18 562 370	20 654 920
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains	31 461 875	5 808 691	25 653 185	27 437 640
Constructions	99 550 742	67 209 041	32 341 701	31 742 662
Installations techniques, matériel, outillage	36 137 361	30 113 413	6 023 948	5 607 454
Autres immobilisations corporelles	126 030 344	61 936 543	64 093 800	58 472 099
Immobilisations en cours	5 031 246		5 031 246	12 631 778
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	317 831 822	4 971 555	312 860 267	314 731 002
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	17 623		17 623	17 623
Prêts	28 003 925	7 840 256	20 163 669	13 945 024
Autres immobilisations financières	18 542 937		18 542 937	25 973 551
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>691 850 011</b>	<b>188 527 282</b>	<b>503 322 729</b>	<b>511 221 109</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services	2 017 475		2 017 475	2 949 377
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	606 999 659	7 939 360	599 060 299	578 795 891
Avances et acomptes versés sur commandes	6 110 644		6 110 644	3 960 348
<b>CREANCES</b>				
Créances clients et comptes rattachés	51 764 159	2 902 439	48 861 720	58 395 565
Autres créances	190 813 572	35 146	190 778 426	233 480 843
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : )				
Disponibilités	54 662 811		54 662 811	45 801 184
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	6 785 846		6 785 846	7 358 162
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>919 154 165</b>	<b>10 876 945</b>	<b>908 277 219</b>	<b>930 741 369</b>
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 611 004 176</b>	<b>199 404 227</b>	<b>1 411 599 949</b>	<b>1 441 962 478</b>

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel ( dont versé : 157 712 720 )	157 712 720	157 712 720
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation ( dont écart d'équivalence : )		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours )		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes )		
Report à nouveau	-45 971 889	-10 310 845
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>-88 418 289</b>	<b>-35 661 045</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	135 310	219 308
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>23 457 852</b>	<b>111 960 139</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques	14 994 746	14 443 681
Provisions pour charges	48 146 589	36 235 952
<b>PROVISIONS</b>	<b>63 141 335</b>	<b>50 679 633</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 030 895 333	963 889 360
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs )	38 674 405	40 958 964
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	17 848 127	14 027 734
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	132 872 728	139 927 430
Dettes fiscales et sociales	67 704 101	69 458 817
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	5 974 223	6 756 816
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance	31 031 845	44 303 586
<b>DETTES</b>	<b>1 325 000 762</b>	<b>1 279 322 707</b>
Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 411 599 949</b>	<b>1 441 962 478</b>

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises	3 113 850 430	450 453	3 114 300 883	3 484 960 839
Production vendue de biens	829 338		829 338	1 277 636
Production vendue de services	261 270 921	285 987	261 556 908	282 811 816
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>	<b>3 375 950 689</b>	<b>736 440</b>	<b>3 376 687 129</b>	<b>3 769 050 292</b>
Production stockée			-293 485	-24 261
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			36 798	17 267
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			48 793 536	63 593 308
Autres produits			1 761 843	3 457 272
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>3 426 985 820</b>	<b>3 836 093 878</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			2 936 871 323	3 310 506 931
Variation de stock (marchandises)			-14 722 823	-39 775 297
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			264 327 576	280 030 894
Impôts, taxes et versements assimilés			28 057 251	29 161 455
Salaires et traitements			165 792 240	174 609 563
Charges sociales			64 618 850	72 070 903
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			13 021 205	10 892 465
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			9 010 593	8 462 339
Dotations aux provisions			20 366 448	23 238 245
Autres charges			5 492 711	4 549 618
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>3 492 835 374</b>	<b>3 873 747 116</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>-65 849 553</b>	<b>-37 653 238</b>
<b>OPERATIONS EN COMMUN</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Produits financiers de participations			1 883 087	3 129 857
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			82 347	975 084
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			2 995 828	3 329 813
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>4 961 263</b>	<b>7 434 754</b>
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			2 158 311	3 940 204
Intérêts et charges assimilées			14 247 078	9 529 577
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			<b>16 405 389</b>	<b>13 469 781</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>-11 444 126</b>	<b>-6 035 027</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>-77 293 680</b>	<b>-43 688 266</b>

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	102 267	162 046
Produits exceptionnels sur opérations en capital	12 814 170	14 052 498
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	2 393 584	1 976 213
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>15 310 021</b>	<b>16 190 756</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 421 073	2 078 662
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	8 582 498	5 909 467
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	13 431 059	175 407
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>26 434 630</b>	<b>8 163 535</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-11 124 609</b>	<b>8 027 221</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>3 447 257 104</b>	<b>3 859 719 388</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>3 535 675 393</b>	<b>3 895 380 432</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>-88 418 289</b>	<b>-35 661 045</b>

# Annexes

## ***INTRODUCTION***

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés le 31/12/20.

Le total du bilan est de 1 411 599 948,63 euros. Le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégage une perte de 88 418 288,71 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/20 au 31/12/20.

## **FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

En référence au règlement de l'ANC 2018-01 du 20 Avril 2018, aucun changement de méthode comptable n'a été appliqué.

### **Impact de la pandémie COVID-19 sur les activités de la société :**

La pandémie Covid-19 et les mesures prises pour y faire face ont conduit à une forte baisse de la demande de véhicules en Europe, à des perturbations dans les opérations de fabrication du Groupe PSA, à des fermetures de presque tous les sites industriels du Groupe et des points de ventes pendant différentes périodes en 2020.

La crise sanitaire COVID a contraint le groupe PSA AUTOMOBILES à avoir recours au chômage partiel.

### **CESSIONS**

#### **Titres Financiers :**

75% des Titres de la Société EST PR ont été cédés le 11 Décembre 2020 comme suit :

- 25% à la société CAR AVENUE France ;
- 25% à la société GRAND EST AUTOMOBILES ;
- 25% au GROUPE NEDEY AUTOMOBILES ;

Une plus-value de cession à long terme a été réalisée pour 918 723 euros.

#### **Fonds de commerce & Biens Immobiliers :**

Le fonds de commerce constitué des sites de Illzach exploités Avenue de Lyon et 7 rue de Berne - 68110 - ILLZACH, le site de Saint-Louis exploité 158 rue de Mulhouse - 68300 - SAINT LOUIS et le site de Belchamp ont été cédés le 1<sup>er</sup> Octobre 2020. La plus-value de cession réalisée est de 5 517 906,76 euros.

### **RESTRUCTURATION DES ENTITES JURIDIQUES**

En date du 30/06/20, la société PSA RETAIL France annonçait lors d'un communiqué de presse un redéploiement des activités sur ses 25 sites en périphérie de Paris et la fermeture progressive de 11 sites (dont 9 ont été fermés sur 2020 et 2 le seront sur 2021).

En date du 01/10/20, la société CITROEN DUNKERQUE (Siret 384 646 170 00025) a été dissoute par Fusion Absorption au profit de son associé unique, la société PSA RETAIL France SAS.

### ***EVENEMENTS POST-CLOTURE***

Nous n'avons pas connaissance d'événements significatifs intervenus depuis le 31/12/2020.

Hormis :

Le 17 décembre 2019, Fiat Chrysler Automobiles N.V et PEUGEOT SA ont conclu un accord de rapprochement prévoyant le regroupement de FCA et de PSA dans le cadre d'une fusion transfrontalière.

Le 4 janvier 2021, PSA et FCA ont tenu leurs assemblées générales extraordinaires respectives qui ont approuvé la fusion.

Le 17 janvier 2021, La société de tête du nouveau groupe, Stellantis NV, a mis en place sa gouvernance avec la nomination de son conseil d'administration. Les statuts sont entrés en vigueur à cette date.

Le 26 Février 2021, Cession à la Société CAR AVENUE du Fonds de Commerce du site de Strasbourg La Meinau sis au 200 Av. de Colmar & du site de Hoenheim sis au 8 Rue Emile Mathis.

## **REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,
- Principe de prudence,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, aux dispositions contenues dans le Plan Comptable Général (règlement de l'ANC 2016-07 et suivants), du code de commerce et du décret pris pour son application (PCG art 531-1).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles, dont la variation des valeurs brutes et les mouvements des amortissements, détaillés dans les notes sur le bilan, sont inscrites à l'actif selon les critères suivants :

Les amortissements des immobilisations incorporelles sont calculés selon la méthode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur utilisation normale. L'avantage fiscal résultant de la pratique d'un amortissement exceptionnel est comptabilisé en compte d'amortissement dérogatoire (poste inclus dans les capitaux propres de l'entreprise).

Conformément à l'article 214-15 du PCG et au règlement 2015-06 du 23 novembre 2015 de l'ANC, les fonds commerciaux à durée d'utilisation non limitée font systématiquement l'objet d'un test annuel de dépréciation. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle des fonds commerciaux devient inférieure à la valeur comptable et que cette dernière est jugée durable. La valeur actuelle correspond à la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage

#### Mali technique :

- Définition et méthode :

Le mali de fusion représente l'écart négatif entre l'actif net reçu par la société absorbante à hauteur de sa participation détenue dans la société absorbée et la valeur

comptable de cette participation. Le mali de fusion peut être décomposé en deux éléments (CRC, règl 04-01, § 4.5.2) :

- Un mali technique est généralement constaté pour les fusions ou opérations de transmission universelle de patrimoine évaluées à la valeur comptable lorsque la valeur nette des titres de la société absorbée figurant à l'actif de la société absorbante est supérieure à l'actif net comptable apporté.  
Cette composante du mali correspond, à hauteur de la participation antérieurement détenue, aux plus-values latentes sur éléments d'actif comptabilisés ou non dans les comptes de l'absorbée, déduction faite des passifs non comptabilisés en l'absence d'obligation comptable dans les comptes de la société absorbée (par exemple provisions pour retraites, impôts différés passifs).
- Au-delà du mali technique, le solde du mali, qui peut être représentatif d'un complément de dépréciation de la participation détenue dans la société absorbée, doit être comptabilisé dans le résultat financier de la société absorbante de l'exercice au cours duquel l'opération est réalisée.

Le mali technique est affecté à l'actif « sous-jacent » concerné (incorporel ou corporel) selon l'art. 745-6 du PCG. Le total de cette affectation est présenté en annexe.

Au 31/12/20, 17 104 425 euros sont affectés au poste « Terrain » des immobilisations corporelles, le montant de mali technique affecté aux fonds de commerce est de 12 572 756 euros.

- Amortissement & Dépréciation du mali technique :

Le mali technique suit les règles d'amortissement de l'actif sous-jacent sur lequel porte la plus-value.

Lorsque le sous-jacent n'est pas amortissable, une dépréciation du mali technique est constatée lorsque la valeur actuelle d'un ou de plusieurs actifs sous-jacents auxquels une quote-part de mali a été affectée devient inférieure à la valeur comptable de ces mêmes actifs sous-jacents, majorée de la quote-part de mali affectée.

### **IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Les immobilisations corporelles figurent à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les frais d'acquisitions (droits de mutation et d'enregistrement, honoraires de notaires, commissions versées à un intermédiaire...) sont intégrés dans la valeur d'acquisition des biens immobilisés.

Les amortissements sont calculés sur la durée probable d'utilisation, appréciée à la date d'achat selon la méthode linéaire.

L'avantage fiscal résultant de la pratique d'un amortissement dégressif (durée d'usage) est comptabilisé en compte d'amortissement dérogatoire (poste inclus dans les capitaux propres de l'entreprise).

Ces durées d'utilisation sont principalement les suivantes :

	Durée		Méthode	
	de ... (ans)	à ... (ans)	linéaire	dégressif
♦ Construction	10	25	x	
♦ Agencement et aménagement des constructions	10	25	x	
♦ Installations techniques	5	10	x	
♦ Matériel et outillage	5	10	x	x
♦ Matériel de transport et manutention	4	10	x	
♦ Matériel informatique et bureautique	4	10	x	x
♦ Mobilier de bureau	10	10	x	

### **IMMOBILISATIONS FINANCIERES**

La valeur brute des participations est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires à l'exception des titres de participations acquis avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet de la réévaluation légale.

La valeur d'inventaire des participations est déterminée par la valeur d'utilité fondée généralement sur la quote-part d'actif net retraité conformément aux principes comptables du groupe. En cas de baisse durable de la valeur d'inventaire et si celle-ci est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Lorsque la valeur d'inventaire est négative, et si la situation le justifie, une provision pour risques est constituée.

Les prêts, dépôts et autres créances immobilisés sont évalués à leur valeur nominale. Ces éléments sont, le cas échéant, dépréciés pour les ramener à leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

### **STOCKS ET EN-COURS**

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Le stock de pièces de rechange est évalué au prix d'achat moyen pondéré. Le prix de revient des voitures d'occasion englobe les frais de remise en état.

Les dépréciations des stocks constituées ont pour but de constater la dépréciation subie essentiellement dans les cas suivants :

- coût supérieur à leur valeur nette de réalisation ou de remplacement
- stocks sans valeur, à détruire ou de second choix.

Méthodes retenues pour la dépréciation des stocks suivants :

## -Véhicules neufs :

Calcul d'une dépréciation sur le stock de véhicules neufs Peugeot dont l'ancienneté est supérieure ou égale à un an (date de facturation Constructeur).  
La méthode d'estimation retenue est la même que pour la dépréciation des véhicules de démonstration et d'assistance.

## -Véhicules de démonstration et d'assistance :

Application d'un pourcentage de perte sur les véhicules présents en stock en référence à un historique sur 6 mois de réalisation de ventes de véhicules de démonstration, classifiées par famille et par filiale.  
Ce taux est majoré des coûts commerciaux directs actualisés (commissions vendeurs, commissions intermédiaires, concessions commerciales, frais de réparation).  
Le montant calculé au châssis est amendé du produit constaté d'avance rattaché au véhicule de démonstration et d'assistance.

## - Véhicules d'occasion :

Pour les véhicules côtés, le calcul de la dépréciation s'effectue sur la base de la cotation ARGUS ou AUTOBIZ. La dépréciation des véhicules d'occasion est majorée des coûts commerciaux directs actualisés (commissions vendeurs, commissions intermédiaires, concessions commerciales, garantie VO).

## - Pièces de Rechange :

Les pièces susceptibles de faire l'objet d'une dépréciation sont :

- . Les pièces hors-série
- . Les pièces remplacées
- . Les accessoires
- . Les articles publicitaires.

La dépréciation porte sur les quantités excédentaires (> au besoin en couverture).  
Montant de la dépréciation = quantité excédentaire x PAMP x taux dépréciation (95%).

## **CREANCES**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

## **PROVISIONS**

L'évaluation des provisions pour risques et garantie est réalisée selon la nature de la provision :

- Conformément à la recommandation du CNC n°2003-R.01.C du 1 avril 2003 qui a explicitement placé les médailles du travail dans le champ d'application du

règlement n°2000-06 sur les passifs pour les exercices ouverts à compter du 1 janvier 2004, une provision a été constituée au 31/12/2020 pour un montant de 2 117 837 euros.

- Par une évaluation du risque par dossier pour les provisions des litiges immobiliers, sociaux et affaires litigieuses.
- Des provisions sont constituées pour couvrir les risques et charges liés aux opérations de garantie donnée aux clients sur véhicules d'occasion.
- Provisions pour pertes sur contrats Buy-Back :

La provision Buy-Back est évaluée sur la base d'une estimation de la perte à la revente sur des véhicules vendus avec clause de rachat et représentant une probabilité de retour significative.

La perte probable est calculée par la différence entre l'engagement de reprise initial et une cotation prévisionnelle actualisée (AUTOBIZ).

Le coût de reprise est systématiquement majoré des coûts commerciaux variables directs identifiés par succursale (commissions vendeurs, commissions intermédiaires, concessions commerciales, garantie VO), ainsi que des frais de remise en état (net).

Un comité de pilotage Environnement détermine les travaux d'assainissement à engager sur les différents sites et leur ordre de priorité, selon la recommandation du CNC n°2003-R.02 du 30 mai 2004.

Il communique le montant des demandes d'investissement (autorisation de dépenses) évaluées sur la base de devis fournisseurs.

Sur cette base, des provisions pour risques et charges environnementaux sont constitués.

Ces provisions s'élèvent au 31 décembre 2020 à : 18 498 088 euros et sont comptabilisées dans les comptes 1583 4000 & 1583 4010.

La société PSA RETAIL, n'a reçu aucune aide publique liée à l'environnement au titre de l'exercice 2020.

### ***TVA SUR MARGE DE VEHICULES D'OCCASION***

La société comptabilise à l'actif du bilan les montants de TVA liés à la vente de véhicules d'occasion soumis au régime d'imposition de la TVA sur marge négative, ce crédit étant apuré au fur et à mesure de la réalisation de marges positives.

### ***PARTICIPATION DES SALARIES ET INTERESSEMENT***

L'accord Groupe signé le 6 juin 2018 porte sur les résultats des exercices 2018 à 2020 inclus. Il concerne les Sociétés composant l'Entité Organisationnelle PSA Retail France détenues directement ou indirectement à plus de 50 % par PSA RETAIL et adhérentes à ce nouvel accord.

La réserve spéciale de participation résultant de cet accord est comptabilisée à hauteur du montant résultant de la formule légale par les seules sociétés du Groupe

adhérentes à l'accord et qui contribuent à la réserve en application des règles de droit commun.

La participation, répartie proportionnellement aux salaires de chacun des salariés des sociétés participant à l'accord est versée par les seules sociétés contribuant à la réserve spéciale à hauteur du montant de la participation légale.

### ***TVA (Régime de consolidation)***

PEUGEOT S.A., société tête de groupe, a opté pour le régime de consolidation du paiement de TVA visé aux articles 1693 ter et suivants du Code Général des Impôts. Cette option a été exercée pour la période initiale de 3 ans soit du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2015 ; elle se poursuit par tacite reconduction. La Société PSA RETAIL FRANCE, membre du groupe de consolidation, a donné son accord pour ledit régime et a autorisé la « société tête de groupe » PEUGEOT S.A. à se constituer seule redevable de la TVA ainsi que des taxes assimilées, contributions et redevances déclarées sur l'annexe à la déclaration prévue au §2 de l'article 287 du Code général des Impôts, à compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2013.

## **INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

### **SITUATION FISCALE LATENTE**

Au 31/12/20 le montant des déficits reportables est de 207 534 472 euros.

### **REMUNERATION DES DIRIGEANTS**

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

### **ENGAGEMENTS DE RETRAITE**

Notre société accorde aux salariés de l'entreprise des indemnités conventionnelles de départ à la retraite en adhérent à un fonds collectif de solidarité des entreprises membres du Conseil National des Professions de l'Automobile. Les montants d'indemnités de fin de carrière que notre société verse aux salariés qui partent à la retraite lui sont remboursés par le fonds collectif.

Les appels de cotisations annuelles de l'organisme gestionnaire du fonds sont pris en charge par notre société pour la part qui lui incombe.

Au 31/12/20 la valeur actuelle estimée de la partie courue des prestations futures déduction faite de la quote-part de la part prise en compte par le fonds collectif s'élève à un coût résiduel de 2 998 milliers d'euros.

Le coût de ces plans de retraite sur-complémentaire à la charge de l'entreprise et indemnités de départ à la retraite est pris en charge au moment de leur paiement et n'est pas provisionné.

### **CONTINUITE D'EXPLOITATION**

La société Automobiles Peugeot et la société Automobiles Citroën se sont engagées à apporter leur soutien financier à la Filiale PSA Retail France et plus spécifiquement à assurer la continuité de son exploitation, au moins jusqu'au 31/12/2021.

### **HONORAIRES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Il convient de se référer à l'annexe consolidée du groupe PSA.

## **CONSOLIDATION**

Les comptes annuels de notre société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes du Groupe :

**Peugeot SA**  
**7, rue Henri Sainte-Claire Déville**  
**92500 RUEIL-MALMAISON**

**SIREN 552 100 554**

La société SAS PSA Retail France est une filiale à 100% du GROUPE PSA, société cotée sur Euronext à Paris. Ses activités sont totalement intégrées à celles du GROUPE PSA dont elle est dépendante.

Les comptes de l'exercice 2020 du GROUPE PSA, l'analyse de son activité et de sa situation financière, les rapports de commissaires aux comptes ainsi que les autres informations communiquées aux actionnaires sont disponibles sur le site internet du GROUPE PSA à l'adresse suivante :

[www.groupe-psa.com/fr/finance](http://www.groupe-psa.com/fr/finance)

# Informations bilan et résultat

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
<b>FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT</b>	32 985		
<b>AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	31 824 386		391 228
Terrains	30 251 685		1 295 073
<b>Dont composants</b>			
Constructions sur sol propre	38 290 714		2 344 593
Constructions sur sol d'autrui	4 298 385		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	54 834 187		3 515 054
Install. techniques, matériel et outillage ind.	35 828 934		2 157 153
Installations générales, agenc., aménag.	94 502 380		18 244 024
Matériel de transport	4 599 616		7 168
Matériel de bureau, informatique, mobilier	14 510 530		1 112 229
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	12 631 778		3 159 147
Avances et acomptes			
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>289 748 209</b>		<b>31 834 441</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	335 341 824		
Autres titres immobilisés	17 623		
Prêts et autres immobilisations financières	48 075 592		5 954 789
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>383 435 040</b>		<b>5 954 789</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>705 040 619</b>		<b>38 180 458</b>

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
<b>FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT</b>			32 985	
<b>AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES</b>		3 006 462	29 209 151	
Terrains		84 882	31 461 875	
Constructions sur sol propre		2 089 112	38 546 195	
Constructions sur sol d'autrui			4 298 385	
Constructions, installations générales, agenc.		1 643 079	56 706 162	
Installations techn., matériel et outillages ind.		1 848 727	36 137 361	
Installations générales, agencements divers		5 972 786	106 773 619	
Matériel de transport		116 103	4 490 681	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		856 715	14 766 044	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	10 759 679		5 031 246	
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>10 759 679</b>	<b>12 611 403</b>	<b>298 211 568</b>	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		17 510 002	317 831 822	
Autres titres immobilisés			17 623	
Prêts et autres immobilisations financières		7 483 520	46 546 862	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>		<b>24 993 522</b>	<b>364 396 307</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>10 759 679</b>	<b>40 611 387</b>	<b>691 850 011</b>	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
<b>FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT</b>	32 985			32 985
<b>AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	7 596 043	73 590	46 462	7 623 171
Terrains	2 807 490	39 642	84 882	2 762 250
Constructions sur sol propre	24 923 626	2 633 870	2 089 112	25 468 384
Constructions sur sol d'autrui	4 215 179	20 186		4 235 365
Constructions installations générales, agenc., aménag.	36 541 818	2 312 530	1 349 057	37 505 291
Installations techniques, matériel et outillage industriels	30 221 480	1 548 213	1 656 281	30 113 413
Installations générales, agenc. et aménag. divers	42 125 778	8 056 840	1 780 422	48 402 196
Matériel de transport	3 783 864	277 601	113 347	3 948 118
Matériel de bureau et informatique, mobilier	9 230 785	1 021 251	665 807	9 586 230
Emballages récupérables, divers				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>153 850 022</b>	<b>15 910 133</b>	<b>7 738 908</b>	<b>162 021 247</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>161 479 050</b>	<b>15 983 723</b>	<b>7 785 370</b>	<b>169 677 403</b>

**VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES**

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
<b>FRAIS ETBL AUT. INC.</b>							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations				3 229			-3 229
Install. Tech.				48 563			-48 563
Install. Gén.				10 812			-10 812
Mat. Transp.				11 877			-11 877
Mat bureau				9 516			-9 516
Embal récup.							
<b>CORPOREL.</b>				<b>83 998</b>			<b>-83 998</b>
<b>Acquis. titre</b>							
<b>TOTAL</b>				<b>83 998</b>			<b>-83 998</b>

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	219 308		83 998	135 310
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>219 308</b>		<b>83 998</b>	<b>135 310</b>
Provisions pour litiges	4 811 073	3 389 578	1 139 826	7 060 825
Provisions pour garanties données aux clients	1 142 108	1 174 794	1 072 893	1 244 009
Provisions pour pertes sur marchés à terme	20 727 892	16 048 131	10 018 192	26 757 831
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	23 998 560	9 717 342	5 637 232	28 078 670
<b>PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</b>	<b>50 679 633</b>	<b>30 329 844</b>	<b>17 868 143</b>	<b>63 141 335</b>
Dépréciations immobilisations incorporelles	3 566 066	1 453 561	2 028 000	2 991 627
Dépréciations immobilisations corporelles	6 555	3 039 886		3 046 441
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	20 610 822	1 120 732	16 760 000	4 971 555
Dépréciations autres immobilis. financières	8 157 017	324 493	641 254	7 840 256
Dépréciations stocks et en cours	7 108 175	7 979 593	7 148 408	7 939 360
Dépréciations comptes clients	3 191 949	1 101 771	1 391 280	2 902 439
Autres dépréciations	35 146			35 146
<b>DEPRECIATIONS</b>	<b>42 675 730</b>	<b>15 020 036</b>	<b>27 968 942</b>	<b>29 726 824</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>93 574 671</b>	<b>45 349 880</b>	<b>45 921 083</b>	<b>93 003 468</b>
Dotations et reprises d'exploitation		29 377 041	23 771 308	
Dotations et reprises financières		2 158 311	2 995 828	
Dotations et reprises exceptionnelles		13 431 059	2 393 946	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	28 003 925	6 644 333	21 359 592
Autres immobilisations financières	18 542 937	18 542 937	
Clients douteux ou litigieux	2 764 339	2 764 339	
Autres créances clients	48 999 820	48 999 820	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	675 319	675 319	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	199 978	199 978	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	1 783 191	1 783 191	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	1 140 385	1 140 385	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	881 402	881 402	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	186 133 297	186 133 297	
Charges constatées d'avance	6 785 846	6 785 846	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>295 910 439</b>	<b>274 550 847</b>	<b>21 359 592</b>
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	5 782 439		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	7 757		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	1 030 895 333	1 030 895 333		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	29 340	29 340		
Fournisseurs et comptes rattachés	132 872 728	132 872 728		
Personnel et comptes rattachés	37 717 935	37 717 935		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	14 192 721	14 192 721		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	6 268 301	6 268 301		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	9 525 144	9 525 144		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	38 645 065	38 645 065		
Autres dettes	5 974 223	5 974 223		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	31 031 845	31 031 845		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 307 152 635</b>	<b>1 307 152 635</b>		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Éléments	Valeurs Brutes	Valeurs nettes
<b>PEUGEOT :</b>		
DARL'MAT - GRENELLE	1	1
DARL'MAT - GLACIERE	518 327	518 327
DARL'MAT - MALAKOFF	1	1
DARL'MAT - CLAMART	564 061	564 061
LILLE - VILLENEUVE D'ASQ	304 898	304 898
LILLE - ROUBAIX	608 500	608 500
LILLE - RONCQ	474 000	474 000
LILLE - FACHES THUMESNIL	350 000	350 000
SLICA - OULLINS	76	76
SAINT-ETIENNE -MONTREYNAUD	1	1
SIASO - PESSAC	609 796	390 796
SIASO - VILLENAVE D'ORNON	45 000	45 000
SIAL TOULOUSE (Etats-unis)	1	1
BOTZARIS - PARMENTIER	240 000	240 000
SIAO - REZE	259 163	259 163
SIAO - ORVAULT	1	1
SIAO - NANTES EST	1	1
NORMANDIE - ROUEN rive droite	1	1
PRPO - Ex Peugeot Neuilly (Saint Didier)	540 000	0
PRB - Activité Dépannage	1	1
MARSEILLE - SIAP Michelet	1	1
MARSEILLE - SIAP Aubagne	548 816	548 816
MARSEILLE - SIAP Marignane	343 395	343 395
MARSEILLE - SIAP Saint-Mitre	217 793	217 793
FONTENAY - TUP SABRIE	1 091 397	296 023
RICCI AUTOS	350 000	0
<b>CITROEN :</b>		
AMIENS	457 347	0
MASSY	1	0
LES ULIS (MASSY)	533 572	85 371
NANTERRE	41 161	0
LYON 7	-1	0
RILLIEUX la Pape	1	0
SAINT ETIENNE	1	0
MARSEILLE - Rabatau	272 884	0
RENNES - Chamtepie	152 449	0
NANTES - St Herblain	1	0
NANTES - Est	4 233	0
BORDEAUX - Le Bouscat	99 092	0
BORDEAUX - Lormont	15 245	0
TOULOUSE - (Etats-unis)	176 841	0
LILLE - Lomme	1	0
ROUEN - Av Riboudet	344 535	0
ROUEN - Barentin	330 000	330 000
PARIS EST - Vincennes	1	0
PARIS EST - Nation	333 431	1
PARIS ITALIE - Garches	53 205	53 205
PARIS ITALIE - Bagneux	354 505	87 024
STRASBOURG - Meinau	157 022	0
PARIS - République	510 094	0
PARIS RG -Lefebvre	76 225	0
PANTIN	99 092	0
PARIS RD - Boulogne 1	62 195	0
PARIS RD - Boulogne 1	189 500	0
PARIS RD - Boulogne 2	13 466	0
PARIS RD - Victor Hugo	100 000	37 932
AULNAY - PRINCE GPP	106 905	106 905
RONCQ (Amortissable)	264 000	0
LE HAVRE	575 000	575 000
MARSEILLE - SADAM Marignane	43 296	43 296
ARGENTEUIL	625 000	0
<b>TOTAL</b>	<b>13 055 531</b>	<b>6 479 591</b>

Les fonds commerciaux y compris la part de mali technique affectée, présentée page suivante, de la Société sont présumés à durée de vie non limitée. Les tests de dépréciations menés cette année n'ont pas conduits à constater de dépréciations.

31/12/2020	CALCUL DU MALI TECHNIQUE AU 31 DECEMBRE 2020						
SOCIETES	Incorporel (Fonds de commerce)	Dépréciation	VNC Incorporel	Corporel (Terrain)	Dépréciation	VNC Corporel	VNC Totale 2020
BONIFACE (Saint Etienne)	732 000,00	0,00	732 000,00	0,00	0,00	0,00	732 000,00
RFA (Rennes)	1 096 000,00	0,00	1 096 000,00	0,00	0,00	0,00	1 096 000,00
SCPFC (Poissy, La Garenne)	973 878,00	0,00	973 878,00	0,00	0,00	0,00	973 878,00
SIA DU NORD (Lille)	1 343 000,00	402 898,00	940 102,00	0,00	0,00	0,00	940 102,00
SIASO (Bordeaux)	1 705 000,00	0,00	1 705 000,00	0,00	0,00	0,00	1 705 000,00
SIASO (Bordeaux Leaute)	408 556,00	0,00	408 556,00	0,00	0,00	0,00	408 556,00
SIA DU LANGUEDOC (Toulouse)	1 522 781,00	1,00	1 522 780,00	275 890,00	0,00	275 890,00	1 798 670,00
SLICA (Lyon)	2 286 271,00	0,00	2 286 271,00	0,00	0,00	0,00	2 286 271,00
FONTAINE (Lyon Oullins)	124 000,00	77,00	123 923,00	0,00	0,00	0,00	123 923,00
LE HAVRE	362 400,00	0,00	362 400,00	0,00	0,00	0,00	362 400,00
ROUEN	707 599,00	0,00	707 599,00	2 570 948,00	0,00	2 570 948,00	3 278 547,00
SIA OUEST (Nantes)	951 411,00	0,00	951 411,00	0,00	0,00	0,00	951 411,00
PNVH (Neuilly)	87 000,00	87 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
LM2B Aulnay (ex-SCC) *	174 740,00	0,00	174 740,00	533 920,00	0,00	533 920,00	708 660,00
PRINCE GPP (Aulnay) *	0,00	0,00	0,00	1 673 637,00	0,00	1 673 637,00	1 673 637,00
PAUL LANGEVIN (ex-SCC)	0,00	0,00	0,00	440 388,00	0,00	440 388,00	440 388,00
SIA DE PROVENCE (Michelet)	98 120,00	0,00	98 120,00	11 609 632,00	0,00	11 609 632,00	11 707 752,00
<b>TOTAUX</b>	<b>12 572 756,00</b>	<b>489 976,00</b>	<b>12 082 780,00</b>	<b>17 104 415,00</b>	<b>0,00</b>	<b>17 104 415,00</b>	<b>29 187 195,00</b>

\* Les 2 Malis technique de fusion sont liés

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>			
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations		312 877 890	
Créances rattachées à des participations			
Prêts	5 000 000		
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	26 143 000		
Autres créances	114 165 159		
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités	13 925 619		
<b>DETTES</b>			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 004 480 743		
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		29 446 629	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		38 465 065	

## Différences d'évaluation sur éléments fongibles et l'actif circulant

Stocks (hors valeur ajoutée)	Valeur bilan	Prix marché	Provision
STOCKS VN-VP/VU	413 204 715	413 042 764	161 951
STOCK VD	81 710 006	77 171 861	4 538 144
STOCKS PR et ANNEXES	5 137 458	4 886 747	250 711
STOCK VO	106 947 480	103 958 926	2 988 554
<b>TOTAL</b>	<b>606 999 659</b>	<b>599 060 299</b>	<b>7 939 360</b>

Valeurs mobilières de placement	Valeur bilan	Prix marché	Provision
<b>TOTAL</b>			

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
<b>PRODUITS A RECEVOIR</b>				
<b>CLIENTS ET COMPTES RATTACHES</b>				
41810000	Factures à Etablir Clients	5 140 458,04	1 588 153,92	3 552 304,12
41811000	Factures à Etablir Garantie	5 746 625,39	7 029 140,92	- 1 282 515,53
41814001	Factures à Etablir Financement	10 298 853,62	12 863 992,45	- 2 565 138,83
41814004	Factures à Etablir Qualité Véhicules Neufs	159 121,00	1 681 765,37	- 1 522 644,37
41814005	Factures à Etablir Qualité Après Vente	1 257 818,00	2 724 761,00	- 1 466 943,00
41814006	Factures à Etablir Qualité Véhicules Occasion	259 787,00	438 891,00	- 179 104,00
41814007	Factures à Etablir Part Immobilier	721 457,00	965 092,00	- 243 635,00
41814009	Factures taxes à établir	-	58 128,00	- 58 128,00
41819999	Factures à Etablir TVA Bilan	3 566 399,00	4 064 157,00	- 497 758,00
<b>TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES</b>		<b>27 150 519,05</b>	<b>31 414 081,66</b>	<b>- 4 263 562,61</b>
<b>AUTRES CREANCES</b>				
40975000	Frs AAR - Hors Groupe	-	3 499 556,16	- 3 499 556,16
40979999	Avoir à Recevoir tva Bilan	14 083 817,00	19 787 567,00	- 5 703 750,00
40980000	RRR Constatées d'avance	-	42 871,00	- 42 871,00
40980001	Frs AAR -Grosses Flottes- Auto Ecoles	37 392 674,50	51 829 941,14	- 14 437 266,64
40980002	Frs AAR -Efficacité Opér Forfait Prép	-	1 650,00	- 1 650,00
40980003	Frs AAR -Immatriculations- IPC	9 756 316,57	20 338 951,00	- 10 582 634,43
40980004	Frs AAR -Agents	798 198,00	791 948,00	6 250,00
40980005	Frs AAR -Promo Constructeurs	10 891 274,26	12 780 487,97	- 1 889 213,71
40980006	Frs AAR -Qualité	3 797 875,40	4 857 622,00	- 1 059 746,60
40980007	Frs AAR -Autres Divers Véhicules Neufs	89 222,35	209 585,40	- 120 363,05
40980008	Frs AAR -ODL	12 000,00	46 215,00	- 34 215,00
40980009	Frs AAR -Autres Aides VO	462 164,34	2 423 242,97	- 1 961 078,63
40980010	Frs AAR -Abondement Publicité	29 960,00	10 000,00	19 960,00
40980011	Frs AAR -Objectif PR (SCDPR)	6 471 228,43	1 083 872,00	5 387 356,43
40980013	Frs AAR -Objectif Pneus	-	1 820,55	- 1 820,55
40980015	Frs AAR -Objectif Lubrifiants	608 887,00	570 000,00	38 887,00
40980016	Frs AAR -Divers PR	85 000,00	118 103,94	- 33 103,94
40980017	Frs AAR -Atelier	-	19 300,00	- 19 300,00
40980018	Frs AAR -Divers Atelier	-	240 788,36	- 240 788,36

42893100	Charges à payer Frais de personnels	1 401 000,00	1 194 039,17	206 960,83
44840100	Etat - Produits à Recevoir	73 766,75	53 622,00	20 144,75
44851100	Charges Organismes Sociaux	110 988,91		110 988,91
44880000	Tva Var Fiscalite Véhicules Occasion	696 646,52	-	696 646,52
46870000	Produits à Recevoir	1 379 925,79	73 723,36	1 306 202,43
<b>TOTAL AUTRES CREANCES</b>		<b>88 140 945,82</b>	<b>119 974 907,02</b>	<b>- 31 833 961,20</b>
51870000	Intérêts Courus à recevoir	616 681,49	-	616 681,49
<b>TOTAL DES INTERETS COURUS A RECEVOIR</b>		<b>616 681,49</b>	<b>-</b>	<b>616 681,49</b>
<b>TOTAL PRODUITS A RECEVOIR</b>		<b>115 908 146,36</b>	<b>151 388 988,68</b>	<b>- 35 480 842,32</b>

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
<b>CHARGES A PAYER</b>				
<b>DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES</b>				
40810000	Fournisseurs Factures non parvenues	6 626 787,19	7 172 107,37	- 545 320,18
40810040	Fournisseurs Factures non parvenues PR	432 627,26	203 563,40	229 063,86
40811000	Fournisseurs Factures non parvenues VO	14 988,32	1 595 343,16	- 1 580 354,84
40811003	Fournisseurs Factures non parvenues Pub Groupe	667 853,05	329 892,83	337 960,22
40811004	Fournisseurs Factures non parvenues Prest Groupe	617 586,37	278 254,00	339 332,37
40811005	Fournisseurs Fact non parv Prest Autres Groupe	31 900,00	146 035,00	- 114 135,00
40811007	Fournisseurs Factures non parvenues Redev VO Group	238 702,00	216 363,00	22 339,00
40811010	Fournisseurs Factures non parvenues Retro VN	778 845,54	763 158,32	15 687,22
40817099	Fournisseurs Factures non parvenues Stock PR	1 311 982,04	917 826,08	394 155,96
40820000	Fournisseurs Factures non parvenues EMEF	19 722 334,06	21 243 621,62	- 1 521 287,56
40820005	Fournisseurs Factures non parvenues Telecom	57 346,00	28 750,00	28 596,00
40820006	Fournisseurs Factures non parvenues Honoraires	601 462,54	403 760,50	197 702,04
40820007	Fournisseurs Factures non parvenues FS	1 149 716,46	914 651,72	235 064,74
40820010	Fournisseurs Factures non parvenues Cont Entretien	69 000,00	115 080,94	- 46 080,94
40820011	Fournisseurs Factures non parvenues Loc Materiel	9 000,00	123 606,00	- 114 606,00
40820012	Fournisseurs Factures non parvenues ChargLocatives	1 327 207,34	1 268 948,28	58 259,06
40820013	Fournisseurs Factures non parvenues Loyer	736 707,39	378 567,36	358 140,03
40820014	Fournisseurs Factures non parvenues Rép Batiments	17 000,00	-	17 000,00
40820016	Fournisseurs Factures non parvenues Assurances	12 147,15	110 684,00	- 98 536,85
40820020	Fournisseurs Factures non parvenues Contrats	4 562 757,94	5 030 669,27	- 467 911,33
40820021	Fournisseurs Factures non parvenues Eau	25 000,00	22 000,00	3 000,00
40820022	Fournisseurs Factures non parvenues Gaz	10 400,66	33 337,66	- 22 937,00
40820023	Fournisseurs Factures non parvenues Electricité	37 200,00	67 890,00	- 30 690,00
40820027	Fournisseurs Factures non parvenues Contrats FS	3 864 741,50	3 453 122,38	411 619,12
40820099	Fournisseurs Factures non parvenues Caisse	256,25		256,25
40822001	Fournisseurs Factures non parvenues Prov Local	11 999 835,85	7 337 425,93	4 662 409,92
40822500	Fournisseurs Factures non parvenues Groupe Bilan	1 311 006,40	905 923,68	405 082,72
40829600	Fournisseurs FNP Agents Aides Commerciales	3 453 708,71	2 139 665,07	1 314 043,64
40830000	FNP COMM AGENTS (a solder sur 2017)	-	1 843,03	- 1 843,03
40850000	Garantie Agents MO + PR	69,38	30 910,01	- 30 840,63
40879999	Fournisseurs Factures non parvenues tva Bilan	12 150 131,00	10 804 833,00	1 345 298,00
<b>TOTAL DES DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES</b>		<b>71 838 300,40</b>	<b>66 037 833,61</b>	<b>5 800 466,79</b>
<b>AUTRES DETTES</b>				
41980000	Avoirs à Etablir	727 627,30	562 196,76	165 430,54
46862010	Fournisseurs Factures Non Parvenues - Agents	1 093 649,19	1 217 572,38	- 123 923,19
<b>TOTAL DES AUTRES DETTES</b>		<b>1 821 276,49</b>	<b>1 779 769,14</b>	<b>41 507,35</b>
<b>DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>				
42820000	Dettes provisionnées sur congé	26 594 844,64	24 540 952,29	2 053 892,35
42830000	Dettes provisionnées sur Primes	11 877 705,13	9 759 854,30	2 117 850,83
42841000	Dettes provisionnées sur Interressement	-	106 700,00	- 106 700,00
42870000	Personnel Autres Produits	450 195,81	-	450 195,81
42893000	Charges à Payer Frais Pers - Org Form Obligation Légale	30 664,31	37 611,33	- 6 947,02

43869000	Charges à payer	294 364,40	680 716,97	- 386 352,57
43870000	Produits à recevoir - Organismes Sociaux	530 259,76	660 214,79	- 129 955,03
44863510	Charges à payer CVAE	505 846,00	62 531,87	443 314,13
44863513	Charges à payer CFE	877 736,00	896 891,00	- 19 155,00
44863518	Charges à payer Impots et Taxes	17 112,00	10 000,00	7 112,00
44864400	Charges à payer TLPE	391 562,96	283 446,28	108 116,68
44880000	TVA Var Fiscalite Véhicules Occasion	-	17 341,47	- 17 341,17
<b>TOTAL DES DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>		<b>41 570 291,01</b>	<b>37 056 260,30</b>	<b>4 514 031,01</b>
<b>INTERETS COURUS SUR DECOUVERT</b>				
51860000	Intérêts courus à payer	1 583 984,03	19 249,11	1 564 734,92
<b>TOTAL DES INTERETS COURUS SUR DECOUVERT</b>		<b>1 583 984,03</b>	<b>19 249,11</b>	<b>1 564 734,92</b>
<b>TOTAL CHARGES A PAYER</b>		<b>116 813 851,93</b>	<b>104 893 112,16</b>	<b>11 920 739,77</b>

## Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>				
48600000		6 356 531,88	7 334 648,79	-978 116,91
48600002		429 313,76	23 513,50	405 800,26
<b>TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>		<b>6 785 845,64</b>	<b>7 358 162,29</b>	<b>-572 316,65</b>
<b>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>				
48700000		-31 031 844,89	-44 303 586,05	13 271 741,16
<b>TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>		<b>-31 031 844,89</b>	<b>-44 303 586,05</b>	<b>13 271 741,16</b>

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	9 857 045			16
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		111 960 139
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		111 960 139
Variations en cours d'exercice		En moins
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		83 998
Autres variations		
Résultat de l'exercice		88 418 289
	<b>SOLDE</b>	<b>88 502 287</b>
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		23 457 852

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Travaux VO	7 808 305	
Indemnités Sinistres Assurance, Garantie	3 464 926	
Indemnités, Rentes, Reclassement Salaires	9 446 903	
Transfert de Charges Divers	11 998	
Transfert de Charges Restructuration	4 290 095	
<b>TOTAL</b>	<b>25 022 228</b>	

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Amendes, Pénalités et Dons	144 563	67110000 à 67130007
Autres Charges EXC sur Frais de Restructuration	4 276 510	67180007 et 67181017
Cession d'Immobilisations Incorporelles	2 960 000	67510007 et 67510107
Cession d'Immobilisations Corporelles	4 872 495	67521207 à 67521807
Cession d'Immobilisations Financières	750 002	67560007
Dotation Provisions Risques et Charges Restructuration	12 999 054	68750008 et 68750017
Dotation Provision Risques et Charges Restructuration	82 006	68750027
Dotation Provision pour Dépréciation FDC	350 000	68760007
<b>TOTAL</b>	<b>26 434 630</b>	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Rentrée sur Créances Amorties	140	77141000
Dégrèvement d'Impôts	102 127	77170007
Cession d'Immobilisations Incorporelles	3 497 400	77510007
Cession d'Immobilisations Corporelles	7 648 047	77520127 à 77520187
Cession d'Immobilisations Financières	1 668 723	77560007
Amortissements Dérogatoires	83 998	78720507
Reprise Provision pour Dépréciation FDC	2 028 000	78760007
Reprise Provision Risques et Charges Restructuration	281 586	78750008 et 79767467
<b>TOTAL</b>	<b>15 310 021</b>	

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-77 293 680		-77 293 680
Résultat exceptionnel à court terme	-10 922 597		-10 922 597
Résultat exceptionnel à long terme	-202 012		-202 012
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
<b>RESULTAT COMPTABLE</b>	<b>-88 418 289</b>		<b>-88 418 289</b>

## Ventilation du chiffre d'affaires (en K€)

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019	%
ACTIVITE VN	2 405 819	111	2 405 930	2 734 412	-12,01 %
ACTIVITE VO	709 674	338	710 012	749 590	-5,28 %
ACTIVITE APV/PR	247 807	287	248 094	272 063	-8,81 %
ACTIVITE DIV	12 651		12 651	12 985	-2,57 %
<b>TOTAL</b>	<b>3 375 951</b>	<b>736</b>	<b>3 376 687</b>	<b>3 769 050</b>	<b>-10,41 %</b>

# Engagements financiers et autres informations

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
<b>VALEUR D'ORIGINE</b>				<b>2 271 058</b>	<b>2 271 058</b>
<b>AMORTISSEMENTS</b>					
Cumul exercices antérieurs				24 551	24 551
Exercice en cours				387 026	387 026
<b>TOTAL</b>				<b>411 578</b>	<b>411 578</b>
<b>VALEUR NETTE</b>				<b>1 859 481</b>	<b>1 859 481</b>
<b>REDEVANCES PAYEES</b>					
Cumul exercices antérieurs					
Exercice en cours				506 942	506 942
<b>TOTAL</b>				<b>506 942</b>	<b>506 942</b>
<b>REDEVANCES A PAYER</b>					
A un an au plus				533 914	533 914
A plus d'un an et moins de 5 ans				1 550 929	1 550 929
A plus de cinq ans					
<b>TOTAL</b>				<b>2 084 843</b>	<b>2 084 843</b>
<b>VALEUR RESIDUELLE</b>					
Montant pris en charge ds exerc.					

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Locations capitalisées	46 909 298		943 394		3 729 320	42 236 584
Engagement Buy Back	964 903 708				964 903 708	
Affacturage (Eurofactor)	371 526 492					371 526 492
Retraites	2 998 000					2 998 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 386 337 498</b>		<b>943 394</b>		<b>968 633 028</b>	<b>416 761 076</b>

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Cautions bancaires (BPF)	13 129 644				13 129 644	
<b>TOTAL</b>	<b>13 129 644</b>				<b>13 129 644</b>	

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
<b>TOTAL</b>						

Rubriques	Montant
<b>IMPOT DU SUR :</b>	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	135 310
Subventions d'investissement	
<b>TOTAL ACCROISSEMENTS</b>	<b>135 310</b>
<b>IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :</b>	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	12 911 014
Participation des salariés	
Autres	223 553 356
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	10 821 164
<b>TOTAL ALLEGEMENTS</b>	<b>247 285 534</b>
<b>SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE</b>	
<b>-247 150 224</b>	
<b>IMPOT DU SUR :</b>	
Plus-values différées	
<b>CREDIT A IMPUTER SUR :</b>	
Déficits reportables	207 434 473
Moins-values à long terme	
	<b>207 434 473</b>
<b>SITUATION FISCALE LATENTE NETTE</b>	
<b>-207 434 473</b>	

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
CADRES	574	
MAITRISES	1 800	
EMPLOYES	612	
OUVRIERS	1 241	
APPRENTIS	572	
<b>TOTAL</b>	<b>4 799</b>	

Dénomination Siège social	Capital	Nb de titres Détenus	Val.brute Titres	Divid.encaiss.	Chiffre d'affaires Résultat
	Capitaux propres	Q.P Détenue en %	Val.nette Titres		
<b>Filiales (plus de 50%)</b>					
SNC DJ56	180 461 000 182 688 500	18 046 100 100%	180 460 990 180 460 990	0	1 876 001 950 428
PPCR	10 000 000 5 089 861	1 000 100%	10 000 000 5 181 000		196 987 730 -1 000 006
PLATAFORMA COMERCIAL DE RETAIL SA	2 923 313 96 734 764	4 864 100%	115 403 264 115 403 264		754 395 805 -7 186 185
SCDPR sté comm.distrib.PR (DJ 52)	40 000 18 473 789	2 500 100%	3 530 000 3 530 000		175 862 880 2 429 832
Pièce et entretien automobile Bordelais (DJ61)	2 600 000 8 254 911	162 500 100%	2 600 000 2 600 000		106 165 637 927 751
Sté de Pièces et Services automobile de l'Ouest (DJ55)	30 000 3 631 243	1 875 100%	22 294 22 294		57 722 604 1 048 625
Sté Lilloise de services et de distribution PR (DJ59)	40 000 7 694 286	40 000 100%	40 000 40 000		74 873 004 1 795 236
Sté Lyonnaise de pièce et services automobiles	111 000 12 480 306	3 700 100%	98 682 98 682		103 749 173 1 780 848
EST PR	1 000 000 2 741 699	15 625 25%	250 000 250 000		68 973 641 625 769
ATPC	40 000 -6 698 165	2 499 99,96%	95 962 0		0 -39 898
SCI PAUL LANGEVIN	7 622 153 102	499 99,80%	829 185 829 185	0	235 616 49 481
SARL PICOI	1 000 45 668	1 000 100%	2 751 590 2 711 858	0	321 797 23 746
PSA RETAIL RENT POLAND SP Z.O.O.	184 223 294 479	1 680 100%	194 918 194 918		1 793 357 78 562
LOGISTIK PARK TEILEDIENS GMBH	35 000 3 325 920	1 50%	1 552 500 1 552 500		83 721 558 1 092 660
<b>Autres titres</b>					
PEUGEOT PORTUGAL AUTOMOVEIS		1 0,001%	6 6		
PEUGEOT ALGERIE		1	5 5		
Servicios Automotores Franco-Mexicana		1 0,02%	7 7		
PEUGEOT BELGIQUE LUXEMBOURG		1 0,005%	692 692	306	
MAGPITT maison groupés patronaux Toulouse		46 0,114%	1 700 1 700		
CITROEN BELUX		1	26 26	5	
PSA RETAIL NEDERLAND		1 100%	1 1		

--	--	--	--	--	--

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE  
EN DATE DU 24 JUIN 2021**

---

L'an deux mille vingt et un et le vingt-quatre juin à neuf heures, les associés de la société PSA Retail France SAS, désignée en tête des présentes (ci-après la « **Société** »), se sont réunis par conférence téléphonique, sans réunion physique, en Assemblée Générale Ordinaire annuelle, sur la convocation qui leur a été faite par le Président, en date du 18 mai 2021.

=====

**Deuxième résolution**

L'Assemblée Générale, sur proposition du Président, décide d'affecter le résultat déficitaire de l'exercice 2020, s'élevant à 88 418 288,71 €, de la manière suivante :

**Origine**

- |   |                   |
|---|-------------------|
| - Résultat de l'exercice clos le 31.12.2020 (perte) : | (88 418 288,71) € |
| - Report à nouveau antérieur :                        | (45 971 889,32) € |

<b>Total à affecter</b>	<b>(134 390 178,03) €</b>
-------------------------	---------------------------

**Affectation**

- |                                 |                    |
|---------------------------------|--------------------|
| - Au poste « Report à nouveau » | (134 390 178,03) € |
|---------------------------------|--------------------|

<b>Total affecté</b>	<b>(134 390 178,03) €</b>
----------------------	---------------------------

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale prend acte qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividende au titre des trois derniers exercices.

*Cette résolution, mise aux voix,  
est adoptée à l'unanimité.*

=====

**Certifié conforme**

**Le Président**



**Louis-Marie CHEVALIER**

